

## Maroc-France

## Comment s'opère le redémarrage

• 8,6 milliards de DH, c'est le cumul des IDE français en 2014

• 3ème année de baisse des exportations vers le Maroc (-2,1%)

• Le Maroc, 1er pays d'intervention de l'AFD dans la région

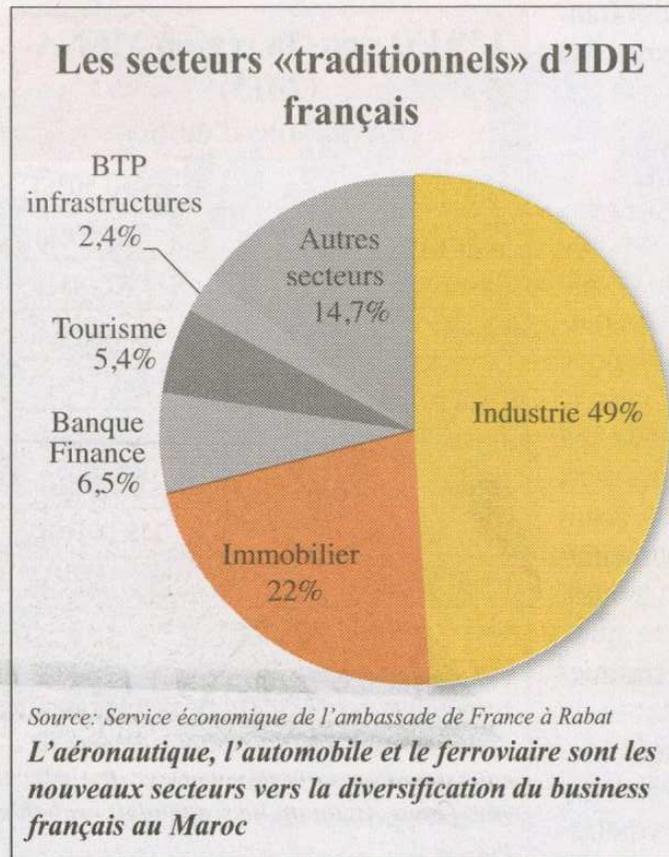
DANS un contexte de diversification des partenariats économiques du Royaume, l'Hexagone tient à garder la marche la plus élevée du podium. Comment y arriver sans tomber dans l'essoufflement, à terme? C'est en substance la question à laquelle le forum France-Maroc, qui démarre demain à Paris, tentera d'apporter des réponses. A fin 2014, l'Hexagone était encore le premier in-

vestisseur étranger au Maroc, s'accapant quasiment la moitié des opérations. Cela correspond à un volume d'IDE de 8,6 milliards de DH. Près de la moitié de ces investissements ont été opérés dans le secteur industriel. Le reste ayant été concrétisé dans le secteur de l'immobilier à hauteur de 22%, la banque pour 6,5%, le secteur du tourisme pour 5,4%, ainsi que celui des grands travaux, à un peu plus de 2%.

*Impacts*

Rappelons qu'en 2013 déjà, la France menait le top 3 des investisseurs étrangers au Maroc, avec un cumul de 14,6 milliards de DH. L'opération de montée dans le capital menée par Danone dans le tour de table de la Centrale Laitière, avait principalement contribué à ce chiffre.

Quant aux retombées de ces investissements sur le marché local, les actualisations obtenues sur la présence éco-



tives pour faire du Royaume l'un des premiers pays de croissance internationale du french business. En effet, selon les conclusions d'une enquête européenne menée par l'INSEE pour l'OFATS sur l'activité des filiales de groupes français à l'étranger, détenues à plus de 50%, le nombre de sociétés à capitaux français d'entreprises françaises implantées au Maroc était de 567. «Elles employaient 91.890 salariés», rappelle Philippe Baudry, conseiller économique à l'ambassade de France au Maroc. Rapporté à une détention d'au moins 10 % du capital, le nombre de sociétés à intérêts français est plus proche de 750, pour environ

nomique française remontent à 2012. 120.000 emplois créés. Au total, le vo- Elles sont tout de même assez significa-



## Maroc-France

## Comment s'opère le redémarrage

lume global d'affaires du business français avait déjà franchi la barre des 9,3 milliards d'euros en 2012.

## Aide au développement

Mais si le business reste sur une bonne dynamique, c'est surtout au niveau des échanges commerciaux que l'essoufflement guette. «Au terme de l'année 2014, le commerce de la France avec le Maroc s'est soldé par un excédent de 159 millions d'euros. L'excédent français est cependant en recul depuis trois ans, résultant à la fois de la hausse de nos importations et de la baisse de nos exportations», explique le conseiller économique. Suite à deux années consécutives de contraction des expéditions vers le Maroc, la reprise se fait toujours désirer. Selon les actualisations statistiques de la Douane française, les exportations de ce partenaire commercial vers le Royaume ont en effet reculé de 2,1% à fin 2014 par rapport à fin 2013, alors qu'elles étaient déjà en baisse de 6,7% en 2012 et 4,2% en 2013. Dans le dé-

## L'AFD dans la région MENA (2013)

(En millions d'euros)

|            |            |
|------------|------------|
| Algérie    | 3 (0,50%)  |
| Égypte     | 80 (10%)   |
| Liban      | 67 (8%)    |
| Maroc      | 254 (32%)  |
| Syrie      | 7 (1%)     |
| Palestine  | 17 (2%)    |
| Tunisie    | 6 (1%)     |
| Turquie    | 348 (44%)  |
| Multi-pays | 13 (1,50%) |

Source: Groupe AFD, 2013

En 2014, l'Agence française de développement a accordé au Maroc deux prêts d'un montant de 100 millions d'euros, à parts égales pour le programme «Emploi et développement des compétences» et Masen

où elles étaient déjà en baisse de 6,7% en 2012 et 4,2% en 2013. Dans le dé-

tail, c'est principalement le recul relevé sur les exportations françaises de «matériels de transport» (-16,9%, soit -89,2 millions d'euros) qui fait l'essentiel des facteurs de cette contreperformance de l'offre commerciale française au Maroc. La baisse des expéditions de «machines industrielles et agricoles, machines diverses» (-14,7%, soit -59,3 millions d'euros), est aussi un élément significatif. «Nous remarquons également le repli de nos ventes d'autres produits industriels, comme les produits pharmaceutiques (-9,9%)», observe Philippe Baudry.

Dans le sens inverse des échanges, le Maroc reste dans une dynamique positive. «Nos importations en provenance du Maroc sont en progression continue depuis 5 ans. Elles ont au total augmenté de 45% entre 2009 et 2014», poursuit le conseiller. A fin 2014, cette lancée s'est confirmée avec quelque 3,6 milliards d'euros, en variation de 9% par rapport à une année auparavant. Les achats français ont en effet augmenté de 293 millions d'euros. Dans le détail des produits, ce sont les matériels de transport

(+24,3%, soit +175 millions d'euros), qui performe. «Les évolutions récentes tendent à confirmer la montée en gamme des exportations marocaines, davantage orientées vers des produits industriels», assure Baudry. La progression de 13,3% des importations automobiles de l'usine Renault de Tanger, à partir du Royaume, est l'un des grands acquis sur ce secteur.

L'aide au développement illustre aussi la présence économique de la France au Maroc. L'accord triennal 2010-2012 établi entre les deux pays s'était fixé pour objectif de porter les interventions de l'Agence française de développement (AFD) à un total de 600 millions d'euros. L'agence a accordé au Royaume une valeur de 720 millions d'euros de «concours bonifiés». Au final, le total des engagements (concours concessionnels ou non) s'est établi à 1 milliard d'euros sur cette même période. □

Safall FALL

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

## Métiers mondiaux

## Ces nouveaux secteurs porteurs

• L'aéronautique et l'automobile en tête des implantations 2014-2015

• L'efficacité énergétique, un nouveau créneau

C'EST la grande tendance des délocalisations industrielles vers le Maroc. En 2014, l'essentiel des nouvelles implantations des entreprises françaises au Maroc s'est fait dans les métiers mondiaux, ainsi que ceux du green business. Parmi ces nouveaux secteurs témoins de la forte présence économique française au Maroc, l'aéronautique s'illustre. En effet, 2014 aura connu les implantations de Cetim Maroc (Centre technique des industries mécaniques) et des Ateliers de la Haute Garonne (AHG), spécialiste mondial des rivets pleins, fixations aveugles et visseries aéronautiques. Cette année, l'implantation de Mécanyvois, spécialisé dans les études et la réalisation de machines spéciales ou outillages aéronautiques, et les extensions d'usines pour Le Piston Français, Aircell Maroc et NSE

industries...prouvent cette dynamique. Au total, elles sont plus de 75 entreprises françaises à opérer dans le secteur. L'automobile a également réussi à séduire le business. 2014 a vu l'arrivée de Bontaz au Maroc, dans le sillage d'autres géants du secteur: St Gobain Sekurit Maroc, Valeo Vision Maroc, SNOPT Tanger (2013)... Sur les 150 équipementiers opérant autour de la locomotive industrielle Renault-Tanger, une quarantaine sont d'origine française. Sur le ferroviaire, la création, cette année même, de la Société marocaine de maintenance des rames à grande vitesse (filiale ONCF 60% et SNCF 40%), est une des premières concrétisations opérationnelles du business français sur ce secteur. Quant à l'énergie, en l'occurrence sur la filière de l'efficacité énergétique, l'implantation en 2014 de Lucibel Africa, spécialiste du LED et d'Aqylon (fabricant de turbines ORC), cette année, font l'essentiel de la dynamique de l'offre française sur ce créneau. Enfin, l'offshoring, notamment sur le segment de la relation client, connaît déjà quelques majors français tels que Webhelp, Téléperformance, B2S, Acticall, CCA International, Sitel, Total call... □

S. F.

## Maroc-France

## La croissance devra générer de nouvelles opportunités



• Agroalimentaire, BTP, automobile, aéronautique... les secteurs porteurs

• Nouveaux relais de croissance dans les 2 sens

• Bons résultats de la filière agricole et soutien du secteur industriel

Forte du succès de la 1ère édition du Forum France-Maroc à Casablanca, la CFCIM organise le «match retour» aux mêmes dates, jour pour jour, à Paris. Le président de la Chambre de commerce, Jean-Marie Grosbois, analyse les différentes pistes d'amélioration en matière de coopération.

- L'Economiste: Les opérateurs économiques s'accordent à dire que la coopération France-Maroc se doit de développer un nouveau contenu, quelle est la particularité de cette édition du Forum Maroc-France?

- Jean-Marie Grosbois: L'étroite relation économique entre le Maroc et la France ne se limite pas uniquement aux échanges bilatéraux. Elle s'inscrit dans des partenariats solides, «gagnant-gagnant», laissant de plus en plus place aux investissements et à la formation, dans des secteurs où les entreprises françaises sont réellement compétitives au Maroc. Parallèlement, les opérateurs marocains se tournent de plus en plus vers la France, puis de la France vers l'Europe, essentiellement pour prospecter de nouveaux marchés et mettre en place des plateformes de distribution. C'est d'ailleurs dans ce cadre-là que la CFCIM a décidé d'organiser le «match retour» en lançant le Forum de partenariat Maroc-France aux mêmes dates, jour pour jour, à Paris.



«Nous avons noté, à l'échelle de la CFCIM, que tous les opérateurs français que nous recevons ont cette ambition de bénéficier de l'expérience marocaine et du positionnement du Royaume en tant que hub vers l'Afrique, notamment subsaharienne», signale Jean-Marie Grosbois, président de la Chambre de commerce

(Ph. L'Economiste)

L'édition 2014 a vu la participation de 60 PME et ETI (Entreprises de taille intermédiaire) françaises présentant des projets de partenariats en phase avec les aspirations du Maroc et dans des domaines stratégiques pour lui. Ces entreprises ont rencontré plus de 500 dirigeants d'entreprises marocaines en vue de faire aboutir ces projets. L'édition de cette année, co-organisée par la CFCIM, Maroc Export et la CCI Paris Île-de-France, constitue un événement phare de la coopération économique franco-marocaine et vise à permettre aux entreprises des deux pays de nouer des partenariats commerciaux, technologiques et industriels. Elle vise également à développer différentes pistes en matière de coopération France-Maroc-Afrique

- Concrètement, comment promouvoir davantage le partenariat Maroc-France sur les marchés africains?

- Le marché africain constitue, depuis quelques années déjà, une priorité pour le Maroc et ce, au plus haut niveau. A ce titre, Maroc Export joue un rôle stratégique et capital. La CFCIM a développé un partenariat privilégié avec Maroc Export, qui s'est concrétisé et s'est trouvé encore renforcé par son implication effective en tant que co-organisateur des deux éditions du Forum de partenariat. Pour ce «match retour», en plus de la présence de la directrice de Maroc Export, nous aurons l'honneur de compter, parmi les personnalités conviées, la participation de Mohamed Abbou, ministre délégué chargé du Commerce extérieur. Toujours dans cette optique de développer la coopération économique franco-marocaine et différentes pistes de coopération sur les deux continents, la CFCIM organise désormais pour ses adhérents des missions de prospection B-to-B en Afrique avec,

notamment, 2 missions en Côte d'Ivoire, une au Togo et une autre en Tunisie.

- Quels sont les principaux secteurs représentés par la délégation de patrons marocains et où réside le potentiel?

- La sélection des secteurs concernés par le Forum de partenariat Maroc-France ne s'est pas faite par hasard, mais sur la base des liens déjà existants entre les pôles de compétitivité français et les centres de développement stratégique du Maroc. D'où les secteurs retenus, notamment: l'agriculture et l'agroalimentaire, le BTP et les infrastructures, l'automobile, l'aéronautique, le ferroviaire, les technologies de l'information, la santé, l'environnement et le développement durable.

- Quels sont les nouveaux secteurs porteurs pour les deux pays?

- Le Maroc offre des opportunités d'affaires dans de nombreux secteurs d'activité. Actuellement, la tendance observée concerne particulièrement les secteurs des infrastructures, des transports, de la logistique, ainsi que ceux de l'environnement, de la gestion et de la valorisation des déchets. Autrement dit, de la ville durable.

Dans le secteur de l'environnement, le Maroc joue un rôle prépondérant notamment par le fait que le Royaume a été sollicité par la France, pays hôte de la 21ème conférence climat en 2015 (COP 21), pour jouer le rôle de leadership au niveau africain sur les questions de changement climatique. De surcroît, c'est le Maroc qui accueillera la COP 22 en 2016. Les Partenariats public-privé (PPP) ouvriront sans doute de nouvelles opportunités pour les deux pays.

- Comment améliorer l'attractivité des IDE dans les deux sens?

- La stabilité politique et macroéconomique du Maroc et la volonté de son administration de toujours améliorer le climat des affaires font que le Royaume se dirige vers une croissance encore plus forte et plus durable. De plus, les bons résultats notamment de la filière agricole et le soutien du secteur industriel contribueront à créer de nouveaux relais de croissance.

La croissance qui tend à se confirmer en Europe et en particulier en France, le premier partenaire commercial bilatéral du Maroc, générera de nouvelles opportunités et un développement certain des IDE de part et d'autre de la Méditerranée. □

Propos recueillis par Aziza EL AFFAS

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

## ANALYSE

## Maroc-France

## L'approche triangulaire prend forme

Des outils innovants pour accompagner les ambitions des 2 pays en Afrique

Cluster Finances, AFD, CFC, BAD... les partenariats se multiplient

**750** entreprises françaises plus ou moins présentes au Maroc (dont 36 entreprises du CAC 40) avec environ 120.000 emplois créés. Ce sont autant d'opportunités à exploiter de part et d'autre pour aller à la conquête de l'Afrique. Pour les groupes français, le Maroc est une véritable tête de pont dans leur stratégie d'investissement sur le continent africain. Cette coopération triangulaire est d'ailleurs l'un des axes de développement du partenariat franco-marocain. Plusieurs groupes français implantés au Maroc pilotent leurs activités africaines (dans la partie francophone, surtout en Afrique de l'Ouest) à partir de leur base casablancaise.

Cette approche partenariale fondée sur les avantages comparatifs des entreprises des deux pays et bien ciblée sur les besoins des pays d'Afrique subsaharienne, présente plusieurs avantages. Tout d'abord, ce partenariat permet de mieux cerner le risque que peut représenter un marché, et surtout de le



Lors du Forum franco-africain, qui s'est tenu le 6 février dernier à Paris, le président français François Hollande, a annoncé une série d'outils pour muscler les liens entre la France et l'Afrique

partager, selon les termes de Philippe Baudry, conseiller économique à l'ambassade de France au Maroc.

De surcroît, l'existence de marchés complémentaires en Afrique subsaharienne, qui peuvent être desservis depuis le Maroc, renforce l'attractivité du pays. Sans oublier la complémentarité des deux économies, ce qui permet de faire jouer plein de synergies. «L'intérêt relatif du Maroc par rapport à la France en Afrique est de proposer une référence plus accessible aux pays d'Afrique subsaharienne», insiste le conseiller économique.

Aujourd'hui, l'Hexagone propose une panoplie d'outils institutionnels innovants pour accompagner cette volonté d'aller à la conquête de nouveaux marchés en Afrique.

En effet, lors du forum économique franco-africain du 6 février dernier, la création d'un cluster Finances a été annoncée. Ce cluster devra regrouper dans un premier temps les places financières de Paris, Casablanca et Abidjan.

Casablanca Finance City Authority est justement partie prenante dans ce tout nouveau cluster. Constitué autour de Paris Europlace, celui-ci a pour vocation le déve-

loppement d'une épargne longue, destinée à financer l'économie et des canaux de financements de marché pour les entreprises, ainsi que la mise en place de programmes de formation et de recherche en finance.

CFC, hub financier à vocation régionale, accueille aujourd'hui une soixantaine d'entreprises, dont déjà une douzaine de groupes français (Accor, BNP, Essilor, Hopscoth Système Africa, Société Générale, Wendel, Tractafic Africa,...). Pour sa part, la Banque africaine de développement (BAD) a annoncé le 1er septembre dernier l'installation à CFC du fonds Africa 50, destiné aux projets d'infrastructures sur le continent.

Bpifrance et Attijariwafa Bank ont également signé, en juin 2014, un protocole d'entente visant à favoriser les échanges et le développement des entreprises françaises et marocaines afin d'aborder ensemble les marchés subsahariens.

L'Agence française de développement (AFD) a mis en place, pour sa part, un dispositif de garantie pour les prêts accordés par certaines filiales africaines de banques marocaines. D'ailleurs, l'an dernier, l'AFD a prêté 3,7 milliards d'euros sur le continent pour soutenir des projets de développement. □

Aziza EL AFFAS

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com

## Alstom, la locomotive du «made in France»

Ferroviaire, énergies renouvelables, infrastructures, maintenance, signalisation ...

Le Maroc, une base de services vers l'Afrique

LE Forum Maroc-France, c'est l'occasion rêvée de nouer des partenariats entre entreprises de part et d'autre. Pas moins de 80 entreprises marocaines seront mises en relation, lors de ce Forum qui se tient les 20 et 21 mai à Paris, avec quelque 200 dirigeants d'entreprises françaises, opérant dans des domaines stratégiques (agroalimentaire, BTP, infrastructures, automobile, aéronautique, ferroviaire ...).

Cet évènement vise à décliner des partenariats commerciaux, technologiques et industriels et développer différentes pistes en matière de coopération triangulaire Maroc-France-Afrique.

La plupart des grands groupes français sont présents au Maroc (36 entreprises du CAC 40), dont le géant Alstom, bien

implanté sur tous ses métiers, principalement sur le transport. Ses domaines d'intervention vont du ferroviaire aux énergies renouvelables en passant par les infrastructures, la maintenance et la signalisation ... Cinq mégaprojets font l'empreinte du groupe. Il s'agit bien évidemment du TGV et des trams Rabat/Casablanca, les projets d'énergies renouvelables (parc éolien d'Akhfennir et Step d'Afourer), la maintenance et la signalisation ainsi que les projets de transmission d'énergie pour l'ONEE.

Le groupe a aussi lancé depuis 3 ans une joint-venture avec Nexans (Cabliance). L'unité de Fès, fruit de cette alliance stratégique, permet aujourd'hui de produire des faisceaux de câbles et des armoires électriques pour le marché ferroviaire marocain et international. Une activité en pleine expansion puisque la jeune entreprise a réalisé plus de 90 millions de DH de chiffre d'affaires rien qu'en 2014. Aujourd'hui, le volume des achats exportés vers des sites d'Alstom en Europe (depuis le Maroc) a atteint les 136 millions d'euros à fin 2014.

De même, le groupe considère le Maroc comme un marché à fort potentiel et

une passerelle entre l'Europe et les nouveaux marchés en développement de l'Afrique subsaharienne. Le géant français a d'ailleurs fait du Maroc une base de services vers l'Afrique subsaharienne.

la signalisation du tram de Casablanca ... Pour le groupe, les relais de croissance sont principalement dans le TGV, le RER... sans oublier l'extension des lignes de tram qui seront lancées à Casablanca, les pro-

## Engagements à l'horizon 2020

EN vertu de la convention de partenariat industriel le 6 janvier 2011, conclue avec le gouvernement marocain, Alstom s'est engagé à :

- Développer des achats auprès de sociétés implantées au Maroc: 400 millions d'euros en cumulé à l'horizon 2020
- Localiser des activités industrielles: 310 millions d'euros du chiffre d'affaires en cumulé à l'horizon 2020
- Externaliser des activités de support technique informatique
- Opérer un transfert de savoir-faire et de développement de ressources humaines de haut niveau. □

Une équipe pluridisciplinaire d'une quarantaine de techniciens et d'une dizaine d'ingénieurs intervient prioritairement sur le continent africain. Le staff d'Alstom Maroc gère des opérations de maintenance technique notamment pour l'Algérie, la Tunisie, la Libye ou encore le Nigeria.

Aujourd'hui, Alstom a déjà à son actif la signalisation de 900 km de voies ferrées, 66 gares ONCF équipées (dont Casa-Port),

chaines lignes à Tanger et Marrakech... Les villes nouvelles de Zenata et Anfa offrent un potentiel, notamment en matière de développement durable, panneaux solaires, récupération d'énergie, bâtiments intelligents, transport urbain ... □

A. E.

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com